



**SEYSSES**  
DIRECTION DE L'URBANISME

**CERTIFICAT DE REJET TACITE  
DE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Délivré par le maire au nom de la commune  
N° 2024U-318

Dossier : PC 031547 24 U0027 Déposé le : 12/07/2024 Nature des travaux : CONSTRUCTION DE HANGAR D'ACTIVITÉ DE STOCKAGE Adresse des travaux : 05 RUE HÉLÈNE BOUCHER LIEU-DIT SEGLA II 31600 SEYSSES Références cadastrales: 000AE0096	Demandeur : SCI GT PATRIMOINE REPRÉSENTÉE PAR MADAME GUYOT SYLVIE 13 RUE DU LIMOUSIN 31270 FROUZINS
---	---

Madame,

Vous avez déposé une demande de **PERMIS DE CONSTRUIRE** en date du **12/07/2024**.



Après examen de votre demande, il a été constaté que votre dossier ne contient pas les pièces exigées par le code.

Dans un courrier daté du 02/08/2024 et qui vous a été notifié le 03/08/2024, l'administration vous a informé que votre dossier n'était pas complet.

Ces pièces complémentaires n'ayant pas été adressées à la mairie dans le délai de 3 mois à compter de la réception de la demande de pièces, votre demande a fait l'objet d'un rejet tacite conformément à l'article R 423-39 du Code de l'Urbanisme.

En conséquence, les travaux ne peuvent pas être réalisés. Je vous invite à reformuler votre demande, en l'accompagnant des pièces nécessaires à l'élaboration d'une réponse.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes sincères salutations.

Date d'affichage de l'avis de dépôt : 18/07/2024  Certifié exécutoire, Reçu en Sous-préfecture : 28/11/2024  Affiché le 28/11/2024 jusqu'au 28/01/2025	SeysSES le 21 novembre 2024  Le Maire, Jérôme BOUTELOUP,  
---	--

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux article L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informelle 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).